

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 février 2026

Depuis la dernière causerie il s'est écoulé 5 jours. Durant cette période j'ai dû lire entre 120 et 150 articles dont certains faisaient plusieurs pages, cela devait représenter au total environ 270 à 350 pages, j'en ai retenu que neuf, vous imaginez à quel niveau de déchets ils en sont arrivés, c'est phénoménal, comme le temps qu'on perd à s'informer au mieux. J'ai oublié de mentionner les articles que j'avais simplement ouverts sans les télécharger, une dizaine ou un peu plus.

Je me suis rendu gravement malade à faire ces causeries, par manque d'activité physique. Je dois donc impérativement remédier à cette situation et lever le pied, tant pis on sacrifiera certains sujets, tenez, les élections municipales en France par exemple qui ne présentent aucun intérêt, sauf pour les légalistes, tous ceux qui y participent, qui collaborent avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, y compris ceux qui prétendent les combattre.

Les Indiens qui vivent autour de moi, ignorent 99% de ces infos et ils continuent de vivre normalement. Que l'on soit informer ou non, cela ne change strictement rien, c'est ce que je constate, mes lecteurs sont bien placés pour le confirmer, aussi bien en tant qu'acteurs que témoins. Donc pas de quoi se prendre la tête avec cela. On n'a pas avancé d'un millimètre vers le socialisme depuis 80 ans, on s'en est même éloigné davantage, ce qui laisse le champ libre à la pire réaction qui a engendré Trump, par exemple.

L'heure n'est pas à la résistance et à l'offensive sur la voie du socialisme, non, elle serait plutôt au compromis avec l'ennemi, autant dire la capitulation en rase campagne quand bien même rien n'y pousse ou aucune menace ne pointerait à l'horizon, dans le cas contraire on comprendrait que certains aménagements soient envisageables pour sauver l'essentiel. Mais en occident ce n'est pas le cas, hormis une rente de situation bien mal acquise à défendre, on ne voit pas quelle urgence justifierait que les dirigeants du mouvement ouvrier baissent une fois de plus leurs culottes, à moins qu'ils n'aient pas eu le temps de la relever depuis la dernière fois, ce n'est pas vieux, leur misérable position sur le Venezuela et l'Iran, entre autres, ils rivalisent de populismes entre eux, à croire que ce serait au gauchiste ou au révolutionnaire le plus réactionnaire, qu'ils nous excusent de ne pas concourir avec eux.

Apparemment, ils n'ont pas encore touché le fond, je le dis sans déconner, hélas ! L'heure de la recomposition de l'avant-garde de la classe ouvrière sur les bases du marxisme n'a pas encore sonné, dans ces conditions, il n'y a pas lieu non plus de leur consacrer trop de temps, et surtout aucune illusion.

Ne vous fiez jamais à leurs déclarations ou intentions, tenez-vous en strictement aux faits.

Pourparlers irano-américains à Mascate : «*un bon début*», selon Téhéran - RT 6 févr. 2026

Les États-Unis imposent de nouvelles sanctions contre l'Iran immédiatement après les négociations à Oman - RT 6 févr. 2026

Washington a imposé des sanctions ce 6 février contre l'Iran, après la fin du premier cycle de négociations sur le nucléaire. Quinze entités et quatorze navires accusés d'être liés au commerce de pétrole, de produits pétroliers et de produits pétrochimiques iraniens sont touchés.

L'Union européenne dévoile un 20^e paquet de sanctions contre la Russie - RT 6 févr. 2026

L'Union européenne a présenté un 20^e paquet de sanctions visant la Russie. Il inclut l'interdiction de services aux pétroliers transportant du pétrole russe, le gel de 20 banques régionales, des restrictions sur les importations de métaux et de minéraux, ainsi que des mesures encadrant certaines technologies à usage civil et stratégique.

Tout en interdisant le gaz russe, l'UE bat un record d'achat - RT 7 févr. 2026

Les livraisons de gaz naturel liquéfié russe vers l'UE ont atteint un niveau historique en janvier dernier, dans un contexte d'interdiction totale du gaz russe dans l'UE à partir de 2027, atteignant 2,276 milliards de mètres cubes, contre 2,05 milliards de mètres cubes en janvier 2025, a rapporté TASS en citant le centre d'analyse européen Bruegel.

Les psychoses collectives successives qu'ils ont fomentées et la charité envers les nazis ukrainiens et sionistes conduisent à la normalisation de la barbarie.

Sondage Ifop: plus d'un Français sur trois estime acceptable le recours à la torture - trtfraçais.com/AFP 5 février 2026

Selon un sondage Ifop commandité par l'organisation Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), 38% des Français estiment acceptable un recours à la torture dans certains cas exceptionnels.

Le chiffre de ce sondage est en légère hausse depuis 10 ans. Ils étaient 36% en 2016 à accepter le recours à la torture, selon un sondage mené après la vague d'attentats islamistes de 2015, contre 25% en 2000.

«*Cette évolution traduit un basculement des mentalités, alimenté par des peurs collectives et une instrumentalisation de la sécurité nationale*», souligne Luc Bellière, président d'ACAT-France, dans un communiqué.

Les chiffres varient selon les opinions politiques : 77% des sympathisants de gauche jugent la torture toujours inacceptable, contre seulement 38% des sympathisants RN-Reconquête, deux partis d'extrême droite.

«*La tolérance à la torture repose en partie sur une croyance persistante en son efficacité pour obtenir des aveux, des informations ou prévenir le terrorisme*», explique cette étude.

Pour un Français sur deux, la torture «*est efficace*» pour empêcher un acte terroriste. Ils sont 57% à penser qu'elle «*permet d'obtenir des aveux*», et 46% des «*informations fiables*», bien que des «*études empiriques*» ont démontré l'inverse, ajoute ce sondage.

Près de six personnes interrogées sur dix (59%) estiment par exemple «*justifié dans certains cas*» qu'un policier envoie des décharges électriques à une personne soupçonnée d'avoir posé une bombe prête à exploser, alors qu'elles sont 92% à reconnaître ce procédé comme un acte de torture.

Aussi, quasiment un Français sur deux (49%) considère que des actes de torture ont été pratiqués par les forces de l'ordre en France, un chiffre en baisse : ils étaient 57% en avril 2016, et 76% en septembre 2000. trtfrancais.com/AFP 5 février 2026

J-C - Encore une fois, ils tentent de nous distraire ou de nous éloigner de l'essentiel qui figure dans le non-dit.

L'immoralité, voilà ce qui caractère le mieux le système économique en vigueur, puisqu'il est basé sur l'exploitation et l'oppression de la majorité de la population sans que rien ne puisse le justifier. Cependant, par tous les moyens ils tentent de cautionner son existence ou sa survie. Comment s'y prennent-ils ? Tout simplement en prétendant qu'il serait éternel, parce qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme.

Ils posent les questions et fournissent les réponses que vous êtes priés d'adopter, et si vous les contestez, vous serez considéré comme un individu qui se serait dangereusement radicalisé, un extrémiste, un militant d'extrême gauche, un communiste, un terroriste potentiel, bref, un ennemi à faire taire ou à neutraliser par n'importe quel moyen, y compris la torture ou l'assassinat pour qu'il cesse de nuire à leur régime synonyme de bien-être ou de bonheur...

France.

La même situation prévaut dans le monde entier. Le capitalisme est synonyme de mal-être.

Plus d'un demi-million de personnes contraintes de vivre chez des proches faute de toit en France - RT 4 févr. 2026

Ce rapport accablant met en lumière une dégradation continue des indicateurs du mal-logement en France, où 1,1 million de personnes n'ont pas de domicile personnel. Parmi elles, 600 000 se trouvent forcées de vivre chez des proches ou des amis, un phénomène en hausse de 15 % depuis 2013, exacerbé par la pauvreté touchant 15,4 % de la population.

Parmi les situations les plus préoccupantes, l'hébergement chez un tiers concerne un large spectre : jeunes adultes chez leurs parents, personnes âgées sans lien familial direct, ou migrants en situation irrégulière. En 2020, 590 000 personnes étaient hébergées chez des amis, cousins ou enfants, contre 513 000 en 2013.

Cette année encore, le constat est accablant. 350 000 personnes sont aujourd’hui sans domicile et 912 personnes sont mortes à la rue en 2024.

L’association, fondée par le controversé abbé Pierre, appelle à la construction de 400 000 logements par an promise par le gouvernement. Sans cette mesure, la crise s’aggravera, touchant 4,2 millions de mal-logés et 12,3 millions de fragilisés. RT 4 févr. 2026

J-C - En 2025, 57,4 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale, et plus d'un tiers d'entre eux doivent encore rembourser des emprunts liés à l'acquisition de ce logement. 40,4 % des ménages sont locataires de leur résidence principale.

Donc, autant dire que la majorité s'en fout ! Cela vaut dans tous les domaines. Pas besoin de faire un dessin. Ceci explique cela.

Avec quoi ont-ils tous rompu ? Le socialisme. Avec quoi n'ont-ils jamais rompu ? Le capitalisme et ses institutions.

LFI « d'extrême gauche » ? - Le HuffPost 5 février 2026

« *En 2020 et 2023, LFI était classée à gauche* » et « *il n'y a aucune raison de changer cela aujourd'hui* », tempêtent sur X Manuel Bompard et Jean-Luc Mélenchon.

La France insoumise bénéficie de son libellé propre - FI ou LFI - dans la grille des « *nuances individuelles* » qui attribue une nuance par candidat et dans celle des « *nuances de listes* » qui attribue une nuance à une liste dans sa globalité. Dans ces deux grilles, le libellé « *d'extrême gauche* » revient aux candidats ou listes « *investis ou soutenus par des partis d'extrême gauche notamment Lutte ouvrière, le NPA, le Parti ouvrier indépendant, etc* » peut-on lire dans le document. Car, comme nous l'expliquons, ces deux derniers partis correspondent bien, d'un point vue programmatique, à ce qu'est l'extrême gauche. À l'inverse de LFI qui reste réformiste, et demeure classée à la « *gauche radicale* » par les politologues.

La France insoumise revendique sa position de « *rupture* » face à d'autres partis qui se positionnent aussi à gauche. Parmi eux, le Parti socialiste classé dans le bloc « *gauche* », avec les Ecologistes, Générations ou Place Publique mais aussi le Parti communiste.

« *Il existe bien une extrême gauche en France. Elle se revendique comme telle et elle est tout à fait respectable. Elle considère les élections comme une tribune et non pas comme un moyen de conquête du pouvoir. Ce n'est pas le cas de la France insoumise* », a fait valoir le numéro 2 insoumis.

J-C – Un aveu. Car, si « *il n'y a aucune raison de changer* » le positionnement de LFI à gauche selon ses dirigeants, c'est peut-être parce que malgré le coup d'Etat mondial au Sars-Cov-2 en 2020, la déclaration de guerre de l'OTAN à la Russie via l'Ukraine en 2022, le génocide des Palestiniens en 2023, etc. LFI n'avait pas estimé nécessaire de radicaliser son orientation politique demeurée opportuniste. Ils n'ont pas appelé à rompre avec l'ONU, avec l'OTAN, avec les Etats-Unis et Israël, encore moins avec les institutions de la Ve République et le capitalisme, cela va de soi.

Palestine occupée.

Sénégal: 120 artistes appellent à sanctionner Israël en raison de la guerre à Gaza - RFI 3 février 2026

Parmi les signataires de cet appel, figurent les cinéastes primés Mati Diop et Alain Gomis, la commissaire de la dernière biennale d'art contemporain à Dakar, Salimata Diop, ou encore la danseuse et chorégraphe fondatrice de l'école des Sables, Germaine Acogny, et l'écrivaine Ken Bugul...

Ces 120 artistes sénégalais ou vivant au Sénégal se disent submergés par « *l'indignation (...) face à l'horreur qui continue à se dérouler à Gaza* ». Un mot qui n'est pourtant « pas assez fort », pour Salimata Diop, Directrice Artistique de la 15e de la Biennale de Dakar.

Ces acteurs culturels appellent le président Bassirou Diomaye Faye à agir, à prendre des « *mesures concrètes et urgentes* » en tant que membre du Groupe de la Haye, ce bloc mondial d'États formé il y a un an pour coordonner son action diplomatique et juridique face à Israël.

Mettre fin aux relations diplomatiques et économiques avec Israël, mais aussi empêcher les transferts de matériel militaire vers Israël via les eaux territoriales et les ports du Sénégal sont quelques-unes des six mesures proposées par les signataires de cette lettre. RFI 3 février 2026

Pendant ce temps-là le massacre continue.

Dans la bande de Gaza, 32 Palestiniens tués dont des enfants - France 24 31 janvier 2026

Nouvelles frappes israéliennes meurtrières à Gaza - AFP 4 février 2026

Des bombardements israéliens ont fait 24 morts mercredi à Gaza, selon les services de santé.

Venezuela.

Venezuela : A Caracas, de très nombreux Vénézuéliens manifestent pour exiger le retour de Maduro - 20 Minutes/AFP 4 février 2026

Au Venezuela, les partisans du pouvoir ont tenu à montrer une nouvelle fois mardi leur opposition à l'ingérence des Etats-Unis dans la politique du Venezuela.

Des milliers de personnes ont ainsi défilé dans les rues de Caracas pour exiger le retour du président déchu Nicolas Maduro, capturé par les Etats-Unis le 3 janvier.

« *Le Venezuela a besoin de Nicolas* » ou « *Vamos Nico* » ont notamment scandé les manifestants, parmi lesquels de nombreux employés du secteur public. Ils ont notamment déployé un énorme

drapeau avec la photo de Nicolas Maduro et de l'ex-Première dame, Cilia Flores, avec la mention, en anglais, « *Bring them back* » (ramenez-les à la maison).

Organisée par le pouvoir, la manifestation s'étendait sur plusieurs centaines de mètres au centre-ville, avec des militants souvent habillés de rouge, couleur du parti de Maduro, le PSUV, et portant d'innombrables drapeaux, avec des camions haut-parleurs diffusant de la musique. « *Ce peuple n'est pas américain* », a lancé sur un podium le fils de Maduro, Nicolas Maduro Guerra, connu sous le nom de « *Nicolasito* », vêtu d'un survêtement aux couleurs du Venezuela. « *Nous avons conquis une profonde conscience anti-impérialiste* ».

Sur son compte Telegram, le ministre de la Défense, le général Vladimir Padrino Lopez, a évoqué « *les blessures ouvertes* » après l'attaque américaine, et affirmé que l'armée soutenait « *les efforts déployés de la cheffe de l'Etat pour promouvoir la réconciliation, l'union nationale, la reprise économique et le renforcement du système démocratique* ». « *Aucune décision n'a été prise au détriment de la souveraineté, ni au mépris de l'indépendance nationale. Aujourd'hui, l'honneur et la morale intacts, nous réitérons : Indépendance ou rien ! Fidèles toujours, traîtres jamais ! Nous vaincrons !* »

Meyssan confirme qu'il est un faussaire malfaisant. Trump le mystificateur.

Epstein, Rothschild, Dieudonné, USA/Iran, Israël et Venezuela. Avec Thierry Meyssan - Réseau International

<https://www.youtube.com/watch?v=vaoz4XXz90c>

Une émission co-animée par Claude Janvier et Eric Montana. 6 février 2026

Invité : Thierry Meyssan, journaliste, écrivain, conférencier et président-fondateur du Réseau Voltaire.

J-C – Ce passage a été envoyé par mail à un blog cubain en relation avec Bolivar Infos.

En fait, les Américains voulaient renouer avec le Venezuela, mais ils ne savaient pas comment s'y prendre sans être humiliés, alors ils ont inventé ce stratagème.

A 28 minutes.

Pour substituer à la réalité son propre récit frauduleux, il suffit d'ignorer certains épisodes, c'est aussi simple que cela, Meyssan est un professionnel en la matière.

Meyssan raconte que Dulcy Rodriguez aurait trahi Maduro en promulguant une nouvelle loi sur le pétrole, que Maduro ne serait pas "chaviste", etc. alors que c'est exactement l'inverse qui est vrai. Comment cela ? Meyssan a tout simplement camouflé que Maduro était disposé à discuter avec les Américains, mais c'étaient eux qui refusaient, et que les termes de cette loi avaient rédigé avant l'enlèvement de Maduro.

J'ai compris que les Américains avaient refusé d'écouter Maduro, bien qu'il eût été prêt à leur proposer une nouvelle loi sur les hydrocarbures, celle qui vient d'être adoptée, peut-être même leur avait-il soumis son contenu, toujours est-il que les Américains avaient refusé. Pourquoi ?

Pardi, mais parce qu'ils avaient un autre objectif en tête : En le kidnappant, ils avaient besoin de faire croire à une complicité au plus haut niveau de l'Etat, de manière que le camp de Maduro apparaisse divisé, et une fois affaibli, sous la présidence par intérim de Dulcy Rodriguez, c'est tout du moins le récit que les Américains avaient imaginé, et non pas ce qui s'est produit réellement, ils ont conçu qu'ils pourraient accepter maintenant la proposition de Maduro présentée par Dulcy Rodriguez et dans la foulée reprendre des relations avec le Venezuela, ce qu'ils avaient refusé antérieurement, de sorte que par la suite, il ne leur resterait plus qu'à suggérer ou marteler via les médias mainstream, que Dulcy Rodriguez aurait été en désaccord avec Maduro, et qu'en acceptant de renouer des relations avec les Américains, Trump remportait ainsi une importante victoire, lui qui en avait tant besoin.

Bref, une invention du cru des idéologues de Trump, un tour de passe-passe qui aurait valeur de preuve ou prétexte, pour qu'au passage le peuple vénézuélien ou tous les peuples se détournent de Maduro "*le dictateur narcotrafiquant*" ou cessent de se préoccuper de son sort, bien que je croie qu'ils s'en moquent une fois leur objectif atteint, puisqu'ils ont acheté du pétrole au Venezuela aux conditions fixées par le gouvernement de Maduro - Rodriguez.

Et le changement de régime dans toute cette histoire ? Une vue de l'esprit, comme pour l'Iran, les Américains n'avaient aucune illusion à ce sujet, parce qu'ils connaissaient parfaitement la situation politique au Venezuela.

Groenland.

Groenland : Trahis par Donald Trump, à peine 17 % des Danois considèrent encore les Etats-Unis comme un allié - 20 Minutes/AFP 3 février 2026

Après avoir été trahie par les visées de Donald Trump sur le Groenland et ses propos méprisants sur le Danemark, la population nordique a mis fin à sa candeur sur les Etats-Unis. C'est désormais seulement 17 % du pays qui considère l'Oncle Sam comme un allié, révèle un sondage commandé par le diffuseur public DR et publié mardi.

Parmi les autres, 60 % ont dit voir les Etats-Unis comme « *un adversaire* », 20 % ont répondu qu'ils ne savaient pas et 3 % qu'ils ne souhaitaient pas répondre. Copenhague est traditionnellement un fervent partenaire de Washington, que les autorités danoises continuent de décrire comme leur « *plus proche allié* ». Mais ça, c'était avant Donald Trump.

Russie.

«Les peuples de Russie partagent des valeurs fondamentales communes» : Poutine lance l'Année 2026 de l'unité des peuples - RT 5 fevr. 2026

Vladimir Poutine a donné le coup d'envoi officiel, le 5 février 2026, de l'Année de l'unité des peuples de Russie lors d'une cérémonie au Centre national « Russie ». Plus de 4 000 personnes étaient réunies sur place, représentant plus de 160 nationalités. Grâce à un télépont, les 89 régions de la Fédération ont également pris part à l'événement.

Dans son discours, Vladimir Poutine a insisté sur le fait que l'unité russe ne repose pas sur une uniformisation forcée, mais bien sur le respect profond des cultures, traditions et croyances de chacun. « *Ce qui a toujours été le plus important, c'est le respect infini envers les peuples qui rejoignaient la Russie, le respect total de leur culture, de leurs traditions et de leurs valeurs spirituelles* », a-t-il déclaré.

Le président a rappelé que les cultures peuvent différer, mais que les « *valeurs fondamentales* », elles, sont communes à tous. Il a également évoqué la formation historique du peuple russe, né de l'union de groupes slaves autrefois séparés. « *Le peuple russe est encore jeune, passionné, tourné vers l'avenir* », a-t-il souligné, affirmant que cette dynamique est la même qui a permis à la Russie de devenir une puissance multinationale stable.

«On enseigne mal l'histoire en Occident, nous le voyons bien» : Lavrov dénonce la remilitarisation de l'Europe lors d'un entretien à RT - RT 5 fevr. 2026

C'est à l'occasion de la Journée du diplomate, célébrée le 10 février, que Sergueï Lavrov a accordé un entretien à Rick Sanchez, journaliste de RT. Depuis les couloirs historiques du ministère des Affaires étrangères à Moscou, le chef de la diplomatie russe y revient longuement sur les causes profondes de la crise ukrainienne, qu'il décrit comme le résultat d'engagements systématiquement trahis par l'Occident.

Pour Lavrov, le renversement du président ukrainien Viktor Ianoukovitch en 2014, malgré un accord signé sous la garantie de la France, de l'Allemagne et de la Pologne, a marqué un tournant. « *L'Occident a tourné le dos à la neutralité ukrainienne* », affirme-t-il, dénonçant un soutien direct à un pouvoir hostile aux populations russophones. Kiev a dès lors adopté des lois ciblant la langue russe et l'Église orthodoxe ukrainienne canonique, rompant avec les principes fondamentaux du droit international.

« *L'unique pays au monde où la langue russe est officiellement interdite, c'est l'Ukraine* », déclare Sergueï Lavrov, rappelant que la Charte des Nations unies protège les droits linguistiques et culturels des minorités. Pour lui, ces atteintes ne peuvent être ignorées dans les discussions diplomatiques à venir.

Au-delà du seul conflit ukrainien, le chef de la diplomatie russe s'inquiète du climat politique qui prévaut en Europe. Il dresse un parallèle assumé avec les précédents historiques : « *Une fois de plus, ils ont rassemblé pratiquement toute l'Europe sous les mêmes bannières, comme aux temps de Napoléon ou d'Hitler* ». Cette fois, souligne-t-il, les États occidentaux livrent des armes, imposent des récits, forment les troupes, mais ne sont pas encore engagés directement au combat.

Sergueï Lavrov dénonce la marginalisation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), jugée « *totalement discréditée* », et l'incapacité de l'Union européenne à construire une architecture de sécurité indépendante. « *L'UE est devenue une annexe de l'OTAN* », résume-t-il.

Ukraine.

À Dimitrov, l'armée ukrainienne a commis de nombreux crimes de guerre contre les civils

Lors d'une visite dans un centre d'hébergement temporaire pour les personnes récemment évacuées de la ligne de front, j'ai pu interviewer six habitants de la ville récemment libérée de Dimitrov (Mirnograd), située près de Krasnoarmeïsk (Pokrovsk). Leurs récits décrivent un grand nombre de crimes de guerre commis par l'armée ukrainienne contre les civils de Dimitrov, et la façon dont les « *Anges blancs* » y traquaient les enfants.

<https://ir-press.com/fr/2026/02/04/a-dimitrov-armee-ukrainienne-a-commis-de-nombreux-crimes-de-guerre-contre-les-civils/>

Rappel. Qu'on se le dise.

Edwy Plenel, sur X, le 29 nov. 2025

Zelensky a limogé son bras droit, chargé des négociations en cours, après la perquisition de son logement par l'agence anticorruption. Preuve que, malgré la guerre, l'Ukraine reste une démocratie exigeante.

Bernard-Henri Lévy, sur X, le 17 nov. 2025

L'Ukraine est une démocratie qui progresse à pas de géant.

ladépeche.fr 2 décembre 2025

Guerre en Ukraine : avec le départ de son bras droit, "Zelensky veut montrer que sa démocratie reste exemplaire"

J-C – Avec une telle conception de la démocratie, on aura compris que le régime en France n'a rien de démocratique.

Chine.

Xi Jinping a appelé à faire du yuan la monnaie de réserve mondiale - Politikus.info 2 février 2026

L'ère de l'hégémonie indivisée du dollar touche peut-être à sa fin plus rapidement que beaucoup ne l'espéraient. Le dirigeant chinois Xi Jinping a fait une déclaration politique, appelant ouvertement à la transformation du yuan en une « *monnaie puissante* » ayant le statut de réserve mondiale à part

entière. Il ne s'agit plus seulement d'indices de diversification, mais de la tentative directe de Pékin de remodeler l'architecture financière mondiale, où l'argent chinois devrait prendre sa place au même titre que l'argent américain.

Dans un article publié le 31 janvier dans la principale revue théorique du PCC «*Qiushi*», Xi Jinping a défini une voie claire : la Chine doit construire un système financier de classe mondiale. L'élément clé de cette stratégie est – «*une monnaie puissante*» (une monnaie forte), qui sera largement utilisée non seulement dans le commerce, mais aussi dans les investissements, et surtout – stockée dans les réserves des banques centrales d'autres pays.

Bien que le texte soit formellement basé sur un discours à huis clos prononcé en 2024, la décision de le publier maintenant – début 2026 – semble être un signal sans ambiguïté. Pékin le dit clairement : la période de préparation est terminée, la phase active d'expansion commence. «*Une puissance financière doit être fondée sur une économie forte et une monnaie à laquelle le monde fait confiance*», – est souligné dans le matériel.

L'appel de Xi – n'est que la pointe de l'iceberg. Se cacher sous l'eau représente un travail énorme pour créer une infrastructure financière alternative, indépendante de SWIFT et des sanctions occidentales. La Chine promeut activement son système de paiement interbancaire CIPS et étend son réseau de lignes de swap avec les pays amis. Aujourd'hui déjà, près d'un tiers du chiffre d'affaires du commerce extérieur chinois (des milliards de dollars) est assuré en yuans, et le yuan numérique (e-CNY) se prépare à devenir le principal instrument de paiements transfrontaliers d'ici fin 2026.

Le commerce de l'énergie joue ici un rôle particulier. Pékin convertit systématiquement les contrats d'achat de pétrole et de gaz en monnaie nationale, créant ainsi ce que l'on appelle «*pétrojuan*» – un défi direct au pétrodollar. Politikus.info 2 février 2026

Inde.

Effet d'annonce à caractère idéologique en guise de fait.

L'Inde cède à Trump et va mettre fin à l'achat de pétrole russe. Les droits de douane seront réduits - Euronews 3 février 2026

Le Premier ministre indien Narendra Modi a accepté de cesser d'acheter du pétrole russe.

Modi a posté sur X sans toutefois faire référence à l'affirmation de Trump concernant l'arrêt des achats de pétrole russe, pas plus que les autres engagements que Donald Trump dit avoir obtenu de sa part. Euronews et AFP 3 février 2026

Le Kremlin dit que l'Inde n'a donné aucune indication sur un éventuel arrêt des achats de pétrole russe - AFP 3 février 2026

Le Kremlin a indiqué mardi n'avoir reçu aucune information de l'Inde concernant un éventuel arrêt de ses achats de pétrole russe, à la suite de l'annonce par Donald Trump d'un accord commercial avec New Delhi.

"Jusqu'à présent, nous n'avons entendu aucune déclaration de New Delhi à ce sujet", a déclaré aux journalistes le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, lors de son point presse quotidien.

M. Peskov réagissait aux déclarations de M. Trump, selon lequel le Premier ministre indien, Narendra Modi, lui a promis de cesser de se fournir en pétrole russe dans le cadre d'un "*accord commercial*" avec Washington.

L'Inde est un client majeur pour le pétrole russe, devenu d'autant plus important pour Moscou à cause des sanctions visant les hydrocarbures russes et la perte de la plus grande partie du marché occidental.

Le président russe Vladimir Poutine s'était rendu en Inde en décembre 2025, après plusieurs visites de M. Modi en Russie. Il avait alors indiqué que la Russie était prête à "*continuer des livraisons sans interruption de pétrole*".

Donald Trump avait déjà annoncé par le passé un supposé accord de l'Inde de cesser de se fournir auprès de la Russie, qui ne s'était finalement pas matérialisé, et a menacé de surtaxer les exportations indiennes.

J-C - Qu'est-ce que j'en pense ? C'est simple, comme d'habitude, je m'en remets aux faits. Je vis en Inde, le prix de l'essence est passé de 104 à 96 roupies le litre il y a environ 3 ans et depuis il n'a pas bougé, si je constatais une forte hausse dans les semaines à venir, je vous avertirais, en attendant, je n'en pense rien. Il y a des élections générales en Inde en 2026, et Modi n'a pas du tout intérêt à augmenté le prix de l'essence. A suivre.

En complément.

Cuba contredit Trump sur la réalité d'un dialogue entre La Havane et les Etats-Unis - 20 Minutes/AFP 3 février 2026

Washington et La Havane ne voient pas la gestion de leur bras de fer de la même manière. Cuba et les Etats-Unis ont des « échanges » diplomatiques, mais il n'y a pas d'espace de « dialogue » formel, a ainsi tenu à faire savoir lundi le vice-ministre cubain des Affaires étrangères, Carlos Fernandez de Cossio. Selon lui, « *il n'existe pas de dialogue à proprement parler en ce moment, mais il y a bien eu des échanges de messages* ».

Donald Trump avait pourtant assuré dimanche que les Etats-Unis avaient engagé un dialogue avec le gouvernement cubain et avait dit entrevoir « *un accord* » avec l'île communiste. « *Nous sommes en train de négocier avec les dirigeants cubains en ce moment* », a-t-il insisté à nouveau lundi lors d'un échange avec la presse dans le Bureau ovale, sans donner plus de détails. 20 Minutes/AFP 3 février 2026

Mali.

Le Mali restructure son secteur minier autour d'une société 100% publique - RT 7 fevr. 2026

Les autorités maliennes ont validé la création de la Société de patrimoine minier du Mali (SOPAMIM S.A.), détenue à 100% par l'État. Cette structure sera chargée de gérer les participations publiques dans les sociétés minières, conformément au nouveau Code minier axé sur la souveraineté nationale.